

Unité départementale de l'Aisne
Équipe 4
25 rue Albert THOMAS
02100 SAINT QUENTIN

Lille, le 24/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



CLOE

Chemin de la Marnière
02690 ESSIGNY LE GRAND

Références : CLOE22-244_Rinsp

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2022 dans l'établissement CLOE implanté Chemin de la Marnière 02690 ESSIGNY LE GRAND. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLOE
- Chemin de la Marnière 02690 ESSIGNY LE GRAND
- Code AIOT dans GUN : 0005104412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Située à Essigny le Grand, la société CLOE est spécialisée dans le stockage de produits cosmétiques. Ces stockages sont constitués de produits conditionnés sous forme de :

- générateurs d'aérosol, de déodorants (corporels secs et alcools),
- produits capillaires (laques, sprays coiffants, mousses coiffantes),
- produits cosmétiques divers (capillaires, maquillage, solaires, ...) dont certains peuvent contenir des liquides inflammables en petits contenants plastique ou verre.

La société CLOE relève du régime Seveso seuil haut pour la rubrique 4320 (aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1). Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2014 pour exploiter une centrale de stockage de générateurs d'aérosols à Essigny le Grand.

Le préfet de l'Aisne a donné acte à cette société de sa déclaration de renonciation aux activités liées

à la rubrique n°4331-1 de la nomenclature (stockage de liquides inflammables) par lettre du 12 août 2019.

L'entrepôt a un volume de 120 400 m³ pour une quantité maximale de produits combustibles de 5 961 tonnes. Il est composé de 4 cellules (3 cellules de stockage et une cellule de réception/expédition).

La société compte environ 34 salariés répartis entre l'entrepôt (22 opérateurs logistiques) et les bureaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite VI du 22/12/2020 et risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite VI du 22/12/2020	AP Complémentaire du 22/07/2014, article V.3.2.3	/	Sans objet
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II	/	Sans objet
Nuisances sonores	AP Complémentaire du 22/07/2014, article VII.3	/	Sans objet
Travaux d'entretien et maintenance	AP Complémentaire du 22/07/2014, article VIII.10	/	Sans objet
Interdiction des feux	AP Complémentaire du 22/07/2014, article VIII.11	/	Sans objet
Utilités	AP Complémentaire du 22/07/2014, article VIII.12	/	Sans objet
MMR	AP Complémentaire du 22/07/2014, article IX.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure une gestion suivie des équipements de sécurité et déploie un plan d'actions dès que nécessaire.

Les interventions d'entreprises extérieures sont cadrées conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suite VI du 22/12/2020

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2014, article V.3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] Le bassin d'infiltration a au minimum une superficie de 800 m2. Le fond du bassin comporte, afin d'éviter son colmatage : <ul style="list-style-type: none">• soit une couche de sable de rivière de 50 cm d'épaisseur minimum, exempt de particules argileuses ou limoneuses. Cette couche de sable devra être entretenue autant que de besoin et renouvelée lorsqu'elle sera colmatée ;• soit un géotextile recouvert de matériaux drainant.
Constats : Les caractéristiques du bassin d'infiltration n'ont pu être vérifiées lors de l'inspection du 22/12/2020, ce point avait fait l'objet de l'observation n°2020-O-4 qui stipulait : "L'exploitant recherchera les documents permettant d'en disposer (ex le DOE) et les communiquera à l'IICPE." En réponse à cette inspection, l'exploitant indiquait ne pas avoir trouvé les documents justifiant des caractéristiques du bassin d'infiltration dans le DOE et indiquait prévoir de faire intervenir une société spécialisée pour les vérifier et transmettre ensuite le compte-rendu à l'inspection. Le 14/04/2022, l'exploitant présente un rapport du 12 mai 2021 établi conjointement par lui-même et le bureau VERITAS, il conclut que : <ul style="list-style-type: none">- le bassin (en deux parties) présente une superficie d'environ 2 220 m2.- le fond du bassin n'est pas composé d'une couche de sable de rivière et aucun géotextile n'a été trouvé (à 50 cm de profondeur). Au regard de la composition du sol, l'exploitant explique qu'un test de perméabilité va être réalisé afin de vérifier que le fond du bassin, grâce notamment à une surface importante, présente une perméabilité équivalente à ce qui est prescrit à l'APC. L'exploitant a remis à l'inspection le bon de commande signé du 06/04/2022 pour la réalisation par APOGEO des essais de perméabilité et s'est engagé à informer l'inspection des conclusions de cette étude.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks vulgarisé à destination du public. Celui-ci apparaît compréhensible, il identifie le type de produit, la quantité et le lieu de stockage, les mentions de danger ainsi que les phénomènes dangereux associés. Concernant l'état des stocks du site, l'inspection revient sur le seuil de pré-alerte fixé par l'exploitant lui permettant de s'assurer du respect des quantités maximales autorisées sous la rubrique 1510 (site autorisé à 5 961 T). En effet, l'exploitant l'a fixé à 6 900 T soit une valeur bien supérieure à la quantité autorisée. Après vérification sur l'état des stocks par rubrique du site, il s'avère que l'exploitant mentionne un tonnage total autorisé de 7 079 T pour la rubrique 1510, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article I.1.1 de l'APC du 22/07/2014. Le tableau "état des stocks" indique néanmoins que la quantité maximale de produits relevant de la rubrique 1510 pour l'année 2022 s'élève à 4 375,2 T soit un respect de la quantité maximale autorisée. Par mail du 10 mai 2022, l'exploitant a confirmé à l'inspection avoir porté à l'état des stocks à 5 961 T la quantité maximale autorisée au titre de la rubrique 1510 et avoir fixé un seuil de pré-alerte à 5 700 T.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nuisances sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2014, article VII.3
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fera réaliser à ses frais selon une périodicité quinquennale, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs limites réglementaires, en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations. Ces mesures seront effectuées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.
Constats : Le dernier contrôle réalisé par Bureau Véritas date des 28 et 29 août 2017. Il conclut à une conformité du site vis-à-vis de ses niveaux sonores dans l'environnement. La prochaine campagne de mesures de contrôle des niveaux sonores de l'établissement est programmée le 30/05/2022, elle sera effectuée par Bureau Véritas. L'exploitant a remis le bon de commande signé du 31/03/2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Travaux d'entretien et maintenance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2014, article VIII.10
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires et commandes, systèmes de détection et d'extinction, extincteurs, RIA, colonne sèche, portes coupe-feu, dispositifs de protection contre les effets de la foudre, etc..) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre mentionnant notamment : <ul style="list-style-type: none">- la date et la nature des vérifications ;- la personne ou l'organisme chargé de la vérification ;- le motif de la vérification ;- les non-conformités constatées et les suites données à celles-ci. Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.
Constats : L'inspection a déjà vérifié le contrôle de nombreux dispositifs lors de l'AR Entrepôts en 2021 sur ce site. Le contrôle a donc porté sur les exutoires et leur commande ainsi que sur les portes coupe-feu. Le fichier relatif au planning des contrôles périodiques a pu être visualisé. Les exutoires et leur commande qui font l'objet d'un contrôle annuel ont été vérifiés par SMS le 09/08/2021. Le rapport fait apparaître une non-conformité pour un dispositif de la cellule A et suggère le remplacement de plusieurs cartouches de gaz. Un bon d'intervention de SMS du 26/10/2021 atteste des travaux permettant de lever la non-conformité ainsi que du remplacement de l'ensemble des cartouches préconisé. Deux types de portes coupe-feu existent au sein de cet établissement : coulissantes et battantes. Toutes font l'objet d'un contrôle annuel. Les portes coupe-feu coulissantes ont été contrôlées par SMS le 24/06/2021, deux portes référencées 4.2 et E.2 ont été déclarées comme non fonctionnelle. Deux bons d'intervention de SMS des 19/11/2021 et 31/12/2021 attestent que les travaux nécessaires ont été réalisés. Les portes coupe-feu battantes ont été contrôlées par SMS le 04/04/2022, l'exploitant ne disposait pas encore du rapport lors de la visite. Il le transmettra à l'inspection dès qu'il en disposera. Le contrôle précédent avait été réalisé le 14/04/2021, il faisait état de 3 non-conformités. Un rapport d'intervention de SMS du 09/12/2021 atteste que les travaux nécessaires ont été réalisés.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Interdiction des feux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2014, article VIII.11
Thème(s) : Risques accidentels, Points chauds

Prescription contrôlée :

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du stockage, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Le permis de feu inclut notamment l'enregistrement formalisé d'une visite d'inspection au minimum deux heures après la fin des travaux.

Constats : L'inspection a demandé à voir les documents établis dans le cadre de l'ajout de 2 RIA dans les cellules, travaux qui étaient en cours de réalisation lors de la visite d'inspection du 20 mai 2021.

L'exploitant a présenté un document intitulé "autorisation de travail/ suivi de chantier" qui a été bien été établi dans le cadre des travaux d'ajout des RIA, il s'agit de celui établi le 19/05/2021.

La dernière version du document date du 02/01/2020.

Cette autorisation est journalière dans le cadre de travaux intérieurs et hebdomadaire lorsqu'elle concerne des travaux faits à l'extérieur.

L'autorisation contient plusieurs encadrés, on trouve au recto : date, description des travaux, organes de sécurité (si concerne une MMR), lieux d'intervention, analyse des risques et les signature et au verso : fin de chantier/intervention, suivi de l'intervention et suivi des points chauds.

Dès lors qu'un permis de feu est associé à une autorisation de travail, l'agent de sécurité est tenu d'effectuer lors de sa première ronde (vers 20h) un contrôle du lieu d'intervention qu'il consigne dans l'encadré "suivi des points chauds".

Le document présenté pour le 19/05/2021 est complété et signé de l'exploitant et de l'entreprise extérieure, l'encadré suivi de l'intervention n'est pas complété mais selon l'exploitant les travaux sont suivis.

L'exploitant a également présenté le permis de feu associé à l'autorisation de travail délivrée pour les travaux du 19/05/2021.

Un encadré spécifique est dédié à la surveillance du lieu d'intervention, ce contrôle n'est pas systématique pour chaque permis de feu établi, il y a une coche oui qui permet de décliner un contrôle 2 heures, 4 heures ou 6 heures après la fin des travaux et une coche non qui nécessite une justification.

Concernant les travaux d'ajout de RIA, ce contrôle n'a pas été jugé nécessaire au motif qu'il s'agissait de forage dans du béton. Toutefois, le contrôle prévu par l'agent de sécurité pour l'autorisation de travail a bien été effectué et l'encadré "suivi des points chauds de l'autorisation de travail correspondante a bien été rempli.

L'exploitant a présenté un permis de travail en hauteur délivré à la société intervenante SMS pour les travaux du 19/05/2021. En effet, CLOE met à disposition des entreprises extérieures sa nacelle ATEX pour tous travaux le nécessitant et ce après une formation encadrée qu'elle dispense au personnel détenteur d'une habilitation nacelle.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Utilités

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2014, article VIII.12
Thème(s) : Risques accidentels, Utilités
Prescription contrôlée : La fourniture et la disponibilité des utilités concourant à l'arrêt d'urgence ou à la mise en sécurité des installations sont assurées en permanence.
Constats : Le site dispose d'un groupe électrogène. Il est testé hebdomadairement par le prestataire SMS en même temps que les essais du dispositif d'extinction automatique incendie. La vérification annuelle a été réalisée le 06/05/2021, le rapport conclut sur aucune observation.
Observations : L'exploitant informera le prestataire SMS sur le caractère équivoque de la mention NC dans le rapport qui stipule non concerné. Il sollicitera le prestataire pour que dans la mesure du possible, il puisse changer cette mention qui en première approche fait penser à une non conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2014, article IX.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les anomalies et les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.</p> <p>Ces anomalies et défaillances doivent :</p> <ul style="list-style-type: none">• être signalées et enregistrées ;• être hiérarchisées et analysées ;• donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.</p> <p>Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée. Sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 1er du mois de mars de chaque année :</p> <ul style="list-style-type: none">• les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;• la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.
<p>Constats : L'exploitant a présenté la fiche de vie de la MMR1 relative au dispositif d'extinction automatique, ce document permet de tracer les anomalies et défaillances ainsi que les actions correctives mises en place.</p> <p>Concernant la transmission à l'inspection des installations classées avant le 1er du mois de mars de chaque année, l'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 22/04/2022, un bilan des MMR 2021, fichier intitulé PERFORMANCE SST-MMR dans lequel il relate les événements et vérifications survenues sur chacune des MMR et dresse un focus sur les points à retenir.</p>
<p>Observations : L'exploitant veillera à respecter l'échéance du 1er mars pour la transmission annuelle :</p> <ul style="list-style-type: none">• des enseignements généraux tirés de l'analyse globale de la mise en œuvre du processus de gestion des anomalies et défaillances des MMR sur la période écoulée ainsi que des orientations retenues ;• de la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet